



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2014-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/401 du 16 juin 2014
mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET de respecter, pour ses installations sises
7, Quai de l'Apport Paris à CORBEIL-ESSONNES, certaines prescriptions de l'arrêté ministériel
du 23 décembre 2008 applicable aux entrepôts couverts et de l'arrêté type 183 ter

LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-PREF-MC-031 du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 23/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté type N° 183 ter. Entrepôts couverts (stockage de matière, produits ou substances combustibles, toxiques ou explosives en volume au moins égal à 500 m³ dans des),

VU l'arrêté préfectoral n° 94.1683 du 20 avril 1994 portant imposition de prescriptions additionnelles à la société FRANCAISE DE MEUNERIE située 7 place de l'Apport Paris et place Galignani à CORBEIL-ESSONNES (91100) pour l'exploitation d'installations classées concernant les activités suivantes :

- n° 2260.1 (A) : avec bénéfice de l'antériorité : broyage, ensachage, nettoyage, tamisage... de produits organiques (puissance installée de l'ensemble des machines fixes = 5 250 kW),
- n° 2160.1 (A) : avec bénéfice de l'antériorité : silos de stockage de céréales et produits alimentaires :
 - blé = 36 460m³

- farine = 10 260m³
- issues = 2x445m³

n° 1434.1.b (D) : installation de distribution de liquides inflammables (débit supérieur à 1m³/h et inférieur à 20m³/h)

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-PREF-DCL-0554 du 10 novembre 2000 autorisant la société FRANCAISE DE MEUNERIE à CORBEIL-ESSONNES à procéder à l'extension de ses installations de stockage de céréales et actualisant les prescriptions de fonctionnement des activités existantes,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010.PREF.DRIEE/0013 du 13 septembre 2010 portant prescriptions provisoires relatives à l'exploitation des installations de la société Moulins-Soufflet située 7 quai de l'Apport-Paris sur la commune de CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 483 du 30 juillet 2012 portant actualisation de prescriptions complémentaires à la société des Moulins Soufflet située 7 quai de l'Apport Paris sur la commune de CORBEIL-ESSONNES,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 379 du 22 août 2013 portant actualisation de prescriptions complémentaires à la société des Moulins Soufflet située 7 quai de l'Apport Paris sur la commune de Corbeil-Essonnes,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 avril 2014 établi à la suite de la visite d'inspection de l'établissement effectuée le 19 mars 2014, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite du site le 19 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que certaines non conformités notables relevées lors de l'inspection du 21 février 2012 ne sont toujours pas soldées à ce jour,

CONSIDERANT que les mesures transitoires que l'exploitant s'était engagé à mettre en œuvre dans son courrier du 15 octobre 2012 (système d'obturation des réseaux, tels que des plaques obturatrices, des boudins ou tout autre systèmes équivalent) n'ont pas été mises en place sur le site,

CONSIDERANT que les travaux de conformité (confinement des eaux d'extinction) prévus par l'article 6.2 de l'annexe I de l'arrêté du 23 décembre 2008 ne sont toujours pas réalisés,

CONSIDERANT que l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas pu justifier du caractère coupe-feu de l'ensemble des structures (murs, portes, etc) qui avait déjà été identifié lors de la précédente inspection,

CONSIDERANT la dégradation constatée au niveau du mur entre la grande salle et la petite partie de l'entrepôt, le caractère coupe-feu de ces éléments n'étant pas garanti ou justifié,

CONSIDERANT que l'entrepôt dans son ensemble (ancien et nouvel entrepôt) comporte des non conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas engagé d'action pour remédier à la mise en conformité du dossier de « porter à connaissance » relatif à la nouvelle partie de l'entrepôt, dite « hall d'élingage »,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MOULINS SOUFFLET de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 applicable aux entrepôts couverts et de l'arrêté type pour la rubrique 183 ter, afin d'assurer la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société MOULINS SOUFFLET, exploitant une installation de stockage et de broyage, est mise en demeure de respecter :

- avant le 30 juin 2014, à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions du paragraphe 6.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 en mettant en œuvre des mesures transitoires de confinement des eaux d'extinction (non conformité notable n° 2.1),
- les prescriptions relatives au caractère coupe-feu des structures (mur, toiture, portes) de l'arrêté type 183 ter pour l'ancien entrepôt et en cohérence avec les hypothèses prises dans l'étude de dangers (non conformité notable n° 2.2),
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 en mettant en conformité la nouvelle partie de l'entrepôt dit « hall d'élingage » et en présentant un échéancier raisonnable des actions correspondantes.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
La société MOULINS SOUFFLET,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département et transmis pour information à Monsieur le Maire de CORBEIL-ESSONNES.

P. le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Alain ESPINASSE

